



Adriano – Blaise – Christianne - Hans Peter –
Maria – Marlène – Maurice – Michèle –
Philippe - Remy. – Valentina.

12^{ème} MISSION CIVILE SUISSE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN OCTOBRE-NOVEMBRE 2003 JOURNAL

Dimanche 26 octobre 2003, début du Ramadan.
Rendez-vous le matin à l'ICAHD avec Jeff Halper, dans les
locaux que se partagent l'AIC et diverses organisations
israéliennes dont un point commun est la lutte contre
l'occupation des territoires.

Aperçu Warcharwski qui tient en haleine une mission lyonnaise
et nous salue rapidement. Départ avec Jeff Halper et Yossi,
shorts et cartes roulées sous le bras, il nous guidera dans la
visite de Jérusalem-est, presque sans s'arrêter de parler
jusqu'à 14h30, y compris pendant les trajets en mini-bus.

Nous passons par la maison de Jeff Halper qui habite depuis
longtemps un quartier ancien et pauvre, actuellement investi
par une classe aisée.

- Depuis l'annexion de Jérusalem, la politique israélienne est
de maintenir la population arabe en minorité, environ 30%.
En réalité les statistiques sont peu fiables.
- Beaucoup d'arabes gardent une adresse à Jérusalem tout
en habitant à l'extérieur où le logement est accessible
économiquement. L'adresse leur donne droit à la carte de
résident, c'est à dire à la liberté de mouvement, aux droits
sociaux, à la possibilité de rentrer à Jérusalem d'y travailler
et de voir leur famille.
- Par ailleurs, beaucoup de palestiniens habitent illégalement
à Jérusalem

Le bus nous emmène à Tel El Foul, Giv At Chaboul en Hébreu.

- La route traditionnelle, venant de Jérusalem vers Ramallah et Naplouse, suit les crêtes. C'est un
tracé plus ou moins horizontal et les voies de dessertes des agglomérations palestiniennes se
branchent sur cet axe un peu comme des arêtes de poisson.
- Deux routes ont été construites en contre-bas, de part et d'autre de cet axe, reliant Jérusalem
ouest à Kalandia, à l'est, en zone B, où un aéroport est en cours de construction.

AIC : Alternative International
Center.

ICAHD : Israeli Committee
Against House Demolitions.
Jeff Halper Coordinator
Rehov Slomzion Hamalka 4
P.O. Box 2030
Jerusalem 91020 Israel
Tel : 972-2-6245560
Fax : 972-2-6236210
e-mail : info@icahd.org

Brochure : « OBSTACLES TO
PEACE – A critical tour of the
Jerusalem/West Bank interface
– Jeff Halper – ICADH.

Leur construction a nécessité de gros travaux et de nombreux ouvrages d'art car ces routes traversent vallons et reliefs. Infranchissables pour les palestiniens, elles coupent toutes les voies de desserte traditionnelles, les « arêtes de poisson ». Ces deux routes ne servent qu'à s'approprier l'espace qu'elles ont capturé entre elles.

Cependant, l'aéroport, dont la piste est terrassée, ne fonctionne pas. Aucune compagnie internationale n'accepte de poser ses avions dans un territoire occupé, sans statut international reconnu. Yossi prétend que le seul moyen de faire fonctionner cet aéroport est de le donner aux Palestiniens.



- Depuis Tel EL Foul, on voit non seulement ces routes, l'ancienne et une nouvelle, les agglomérations palestiniennes coupées de leurs voisines, mais aussi de nombreuses colonies. L'annexion de Jérusalem a concerné 70 km², alors que le territoire communal ne représentait que 6 km² en tout. Un tiers de ces 70 km² a été confisqué pour établir des colonies, un autre tiers a été déclaré « zone verte », inconstructible, curieuse appellation pour ce qui est visiblement le début du désert de Judée. 13% ont été laissés aux Palestiniens. La technique, nous explique Yossi, est de construire le plus loin possible une petite colonie que des ultra religieux, pauvres, sont d'accord d'occuper, de relier cet embryon avec une nouvelle route, puis de construire une extension « naturelle » pour une classe moyenne et de remplir l'espace entre cette nouvelle colonie et Jérusalem, en étendant notamment les zones de sécurité autour de ce dispositif.

Nous quittons ce point d'observation et nous dirigeons vers Kalandia, bref arrêt à Rafa, devant deux maisons contiguës et semblables. La limite la ville de Jérusalem et la zone B passe entre les deux. Celui qui habite à droite a le droit à la carte de résident, celui qui habite dans la maison de gauche ne peut pas se rendre à Jérusalem, il a besoin d'un permis pour se déplacer, il dépend de l'administration militaire.

Kalandia : nous nous postons sur le bord d'une route montante, on a une vue un peu plongeante sur la route et le check point, on voit bien l'ensemble du secteur, y compris le chantier de l'aéroport et une des deux nouvelles routes d'accès. Yossi nous parle des check points, des blocages, des couvre-feu et de l'occupation.



- Ça sert à quoi ? A part à corrompre la société israélienne, à la rendre plus brutale et à radicaliser la société palestinienne ?
- Certains disent : même si cela évite 1% des attentats, cela en vaut la peine : en réalité, cela multiplie les attentats.
- Certains disent encore : si on renforce la pression, cela aura de l'effet sur la durée : en réalité, cela renforce le camp des extrémistes.
- Cela ne peut pas avoir de sens pour un jeune qui fait son service de brimer toute une population (son fils a 16 ans et commence à se poser la question). C'est la 3^{ème} génération qui fait son service militaire, ils ne savent même pas ce qu'est la ligne verte.

Nous quittons Kalandia et nous arrêtons dans un quartier palestinien, devant une maison détruite.

- Il y a 2000 constructions « illégales » chaque année à Jérusalem, mais seulement 30 à 50 démolitions sont faites, pourquoi ?
- Il s'agit sans doute d'intimider, de corrompre la société palestinienne. Cela engendre une corruption réciproque des deux sociétés. A tel point que certains Palestiniens, qui pourraient obtenir un permis de construire, y renoncent par peur d'être taxés de collabos.
- Cela n'empêche pas la progression de la population palestinienne, de 28% avant, à 32% actuellement.

Nous reprenons la route et nous arrêtons en vue de Ma'ale Adumim, colonie stratégique à la pointe est de la région de Jérusalem. L'abandon ou le maintien de sa zone non construite représente un enjeu majeur dans les négociations de paix, car elle est si près de la vallée du Jourdain et de l'axe de communication nord-sud que son maintien couperait un état palestinien en deux.

Nous nous rendons maintenant dans une maison démolie et reconstruite cinq fois. La cinquième reconstruction a été faite à la mémoire de deux femmes, Rachel Corrie et une autre qui a organisé le chantier de reconstruction, une fresque où elles figurent orne le mur pignon. On est au bord d'un village un peu fantomatique, quelques maisons récentes, beaucoup de choses sont à l'abandon, il n'y a aucun équipement public, la voirie est rudimentaire, les ordures ne sont pas évacuées, des bédouins campent dans des bouts de tôles assemblés, avec leurs chèvres et leurs chameaux. La colline d'en face est couronnée par le nouveau et impressionnant centre de détention administrative, fortifié. La maison reconstruite est un peu à l'écart, en contrebas. A l'intérieur, Yossi, malgré la chaleur, continue ses explications et répond à nos questions.

- Notre mouvement, en sensibilisant les gens sur un problème particulier, la lutte contre les démolitions de maisons, se bat en réalité contre l'occupation militaire des territoires palestiniens.
- Pour cette maison, le propriétaire a fait acte de résistance après avoir épuisé toutes les possibilités légales d'obtenir un permis.

Que feront les Palestiniens des constructions des colonies, des routes et de toute l'infrastructure de la colonisation si elles sont abandonnées ?

- Si c'est Sharon qui doit les rendre, il les rasera toutes avant de quitter. La société palestinienne a d'énormes capacités d'adaptation, elle est en majorité moderne. Beaucoup de gens s'installeront dans les colonies pour trouver un logement bon marché (comme les colons), sans compter les classes aisées de la diaspora à qui cet habitat conviendrait certainement.

Quid du mur en cas d'établissement d'un état palestinien ?

- Il peut être nécessaire dans un premier temps, à condition d'être construit sur territoire israélien, pour faire face aux saboteurs de paix. A Jérusalem, c'est exclu de le maintenir, les familles sont dispersées dans toute la région.

Dimanche 26, 18 heures, rencontre avec Ruth El-Raz, psychothérapeute, au siège de l'AIC. Elle nous parle d'abord d'ICAHD.

- Il y a deux sortes de démolitions :
 1. les démolitions pour raisons de « sécurité » décidées par l'armée, notamment près des colonies, de camps militaires, d'une route, ou dans une zone proche du « mur ».
 2. les démolitions des maisons construites sans permis, les permis n'étant presque jamais délivrés. Elles sont également exécutées par l'armée.
- Il y a aussi beaucoup d'autres problèmes avec l'habitat, celui des bédouins notamment.

- Bat Shalom
The Jerusalem Women's Action Center.
P.O. Box 8083 Jerusalem 91080
Israel
Tel : +972 2 5631477
Fax : +972 2 5617983
e-mail : batshalo@netvision.net.il

Bat Shalom
Megiddo, Nazareth and the Valleys
P.O. Box 2740 Afula 18126 Israel
Tél : +972 4 6407011
Fax : +972 4 6522540
e-mail :
batshalomtzafoon@hotmail.com

Nous lui disons avoir passé la journée avec Yossi, et elle nous parle alors des mouvements de femmes pour la paix.

- Bat Shalom, en hébreu « les femmes pour la paix » est un mouvement israélo-palestinien qui coordonne de nombreux mouvements de femmes.
- Marsom Watch (Womens against check points), se bat contre les blocages.
- Hamoked, « le centre », en arabe « Center for the Defense of Individual », organise des permanences aux check points, deux fois par jour, le matin tôt et l'après midi, ce sont les principales heures de passage. Il s'agit de dissuader par sa présence et d'interpeller les soldats. Ruth précise que c'est un boulot assez astreignant.
- De nombreux autres mouvements de femmes sont actifs en Israël, comme les femmes en noir, etc.. leur but essentiel est politique : il s'agit de mettre fin à l'occupation des territoires.
- Quelques contacts sont noués à l'étranger notamment en Belgique et au Luxembourg, le temps manque pour tout faire.

Ruth El-Raz nous parle ensuite plus précisément de la société israélienne.

- Il y a des femmes qui comme certains hommes refusent de faire leur service militaire dans les territoires occupés. Cependant la société israélienne est encore assez machiste et dénie aux femmes le droit d'objecter pour des raisons politiques, et l'armée leur invente alors diverses raisons d' « inaptitude ».
- En Israël, les gens doivent se trouver de bonnes raisons pour approuver les mauvaises actions que leur nature et leur morale réprouveraient. La principale bonne raison est la sécurité, le discours sur la sécurité empêche les gens de penser. Il faut réapprendre aux gens à penser par eux mêmes et à faire le liens entre différents domaines qui interagissent : occupation – attentats – armée – économie - corruption - sécurité sociale - etc...
- Quand on occupe un pays, on finit par penser que ses habitants sont d'une autre nature que soi, par exemple, que si on leur coupe un bras, cela ne saignera pas forcément...

Lundi 27 octobre, Marlène, Hans Peter, Maria et Remy sont arrivés tôt ce matin, nous les laissons se reposer brièvement puis nous partons pour le centre du PARC à Beit Hanina où nous rencontrons Rima R Awad notre répondante pour toute la mission et Judeh Jamal.

PARC > Palestinian Agricultural Relief Committees
P.O. BOX 25128 Jerusalem
Tél : + 972 (o) 2 58 33 818
fax : + 972 (o) 2 58 31 898
pr@pal-arc.org
www.pal-arc.org

Départ pour le nord, par le désert de Judée, on passe entre Jericho et la Mer morte, on remonte la vallée du Jourdain et sa longue ligne de colonies. Au nord on bifurque vers l'ouest et dans les montagnes on est bloqué à un check point perdu sur une petite route. Les soldats sont des religieux orthodoxes, tresses et Kipa, barbe et cheveux longs, très débraillés. Ils font mine de nettoyer un peu les abords du poste de garde quand le jeune gradé vient inspecter les « touristes ». Mais le chauffeur et son minibus ne passeront pas. Deux taxis nous reprennent de l'autre côté et nous amènent au centre de formation du PARC de Zababdeh.

On retrouve Mohamed El Djaradat qui avait pris en charge la mission de cueillette des olives (SIB et jeunes) l'année dernière. Il n'y a presque pas d'étudiants, ils sont à Jericho, la formation comprend 6 mois d'été à Zababdeh et 6 mois d'hiver à Jericho.

A 15 heures, exposé par Mohamed et Khader, un jeune responsable du PARC originaire de Jayyus près de Qalqilia : le mur du nord et de l'ouest.

- Il nous résume ainsi la politique de la construction du « mur » : séparer les terres des habitants et séparer les habitants de leurs terres.
- Le mur encercle Qalqilia, 44 000 habitants. Qalqilia qu'il compare à une bouteille avec son goulot et son bouchon qu'est le check point qui contrôle l'entrée de la ville. Les deux colonies qui ont justifié cet encerclement, Zufin et Alfe Menashe abritent quelques centaines de colons.
- A Jayyous, séparé de ses terres par le « mur », la politique de l'administration militaire a été la suivante. Il y a une seule porte et d'abord on la ferme pendant quinze jours. Après, on l'ouvre deux jours, mais à la fin du deuxième jour on avertit que pour passer le lendemain, il faudra une autorisation. La municipalité se résout à établir une liste des familles propriétaires, soit 175 personnes. Le travail aux champs étant collectif, le travail de chacun est nécessaire. 75 obtiendront une autorisation, dont 10% sont morts, 40% vivent à l'étranger et 20% sont des enfants.
- De 1993 à 2002, 297 nouvelles colonies se sont implantées, sur 8.5% du territoire.
- La Cisjordanie s'étend sur environ 7000 km², le « mur » achevé en soustraira 58%.

*« On lit **O** s l o en commençant par un grand zéro et cela finit par un petit zéro. »*

« Le soleil se couche plus tôt pour les palestiniens de Cisjordanie, depuis la construction du mur. »

Mardi 28 octobre, nous montons vers les villages au nord, sur le tracé du « mur », sans passer par Jenine, bouclée.

Faqqa, 3300 habitants, en zone C, donc sous entière administration militaire (le QG est à Zububa), situé sur la ligne verte à environ 10 km à vol d'oiseau au nord-est de Jenine.

Comité du village de Faqwa
Ali Zaidat coordinateur des comités d'agriculteurs à Djenine.
Tél : +972 (0)4 410 147
Mobile : +972 (0)52 25 25 78
Bureau : +972 (0)4 243 66 73/4
ali-zt2000@yahoo.com

Nous sommes reçus dans une grande salle et nous installons face au comité de village, une vingtaine d'hommes. Le comité du village se compose de plusieurs comités, comité des éleveurs, comité des agriculteurs, comité des femmes, etc... Après une présentation d'Ali Zaidat, plusieurs habitants prennent la parole, dont un responsable des jeunes, un ancien, un agriculteur francophone.

La construction du « mur » a scellé l'arrêt de toute possibilité d'emploi en Israël, et une partie des terres devient inatteignable et ne peut plus être exploitée. Les transports sont bloqués et les produits agricoles ne peuvent plus se distribuer normalement. Une économie précaire d'autosubsistance s'installe. Nous visiterons avant de partir une bergerie improvisée dans ce qui devait être la maison familiale du propriétaire.



- Faqqa a été plusieurs fois spolié de ses terres ; avant 1948 il en comptait 3600 ha, il lui en est resté 800 ha, le mur empêche maintenant l'accès à 47 ha situé au delà de la ligne verte.
- Le syndicat des agriculteurs a créé une coopérative. Les actions du syndicat concernent l'irrigation, l'amélioration des techniques agricoles et la commercialisation des produits.
- L'eau, abondante naturellement, est accaparée par les puits israéliens. Un programme de récupération des eaux de pluie, de retenues d'eau, met en pratique la séparation des réseaux d'irrigation et des réseaux d'eau potable.
- Des cours de formation sont donnés avec l'appui du PARC, ils concernent l'élevage et l'agriculture intégrée notamment.
- Le chômage est très important, 70% depuis le début de la deuxième Intifada. Des programmes d'occupation sont organisés, il s'agit principalement de la construction de routes, pour tenter de maintenir la communication entre villages.
- Il est quasiment impossible de créer des emplois sur place car il faut des autorisations pour tout, pour le moindre atelier, sans compter la difficulté des transports.
- Les familles sont séparées des parents habitant de l'autre côté de la ligne verte.

Nous rencontrons le comité des femmes dans leur local. Elles sont assises alignées contre un des quatre murs de la salle carrée d'une maison traditionnelle, certaines avec un enfant dans les bras. Près de la porte trois hommes du comité sont assis et traduisent, nous nous installons le long des deux autres parois. La responsable parle, très volontaire, puis d'autres, tout aussi déterminées.

- Le comité des femmes, Rural Women Committee, a été créé en 1998, il regroupe 60 femmes. Il participe aux travaux du comité du village et est en contact avec d'autres comités à l'extérieur du village.
- Il y avait avant l'Intifada, 30 à 40 emplois en Israël. A part l'activité domestique, l'activité économique des femmes se concentre sur l'élevage des moutons et sur les cultures de jardin. Des activités en commun sont organisées, des travaux dans les champs sont proposés aux défavorisées.
- Il y a aussi divers cours, couture, économie domestique.
- Un système d'épargne-crédit (tontine) a été mis en place. Les femmes cotisent mensuellement et des prêts sont délivrés pour différents projets, plantations, achats d'animaux, etc...
- Les enfants suivent l'école au village jusqu'à 18 ans. Les enfants des alentours ont souvent des difficultés à rejoindre l'école de Faqqua à cause des barrages, de même les étudiants pour se rendre à l'université de Jenine et en revenir. Plusieurs femmes du village suivent des études universitaires.



Après nos questions, la responsable nous pose celle-ci, à laquelle nous tentons de répondre d'une manière convaincante :
Quelles sont les raisons de votre visite dans notre village en Palestine ?

Nous reprenons la route et arrivons à 14h30 à Zububa, à la point nord de la Cisjordanie, dans l'angle du « mur », angle renforcé par un camp militaire et une prison. Nous nous installons pour une prise de contact dans l'unique pièce de la minuscule maison de l'antenne du PARC de Zububa.

Zububa, 2000 habitants sur place et 2000 expatriés, a perdu la plupart de ses terres en 1948. Le village était plein de ressources. Des comités fonctionnent ; éleveurs de chèvres, agriculteurs, producteurs d'olives, d'amandes, apiculteurs, producteurs de tabac. Le « mur » l'a coupé de tous les liens qui subsistaient avec l'autre côté de la ligne verte, famille, travail, commerce.

Le village subit de fréquentes incursions de l'armée, nous irons voir la maison d'Amjad Obaidi, détruite par l'armée sous prétexte que s'y tenait des réunions. Il est blessé, en fuite. Une tente a été dressée à côté de la ruine, sa famille est hébergée chez des voisins. A la question, *allez-vous reconstruire la maison ?* sa femme nous répond que oui, peut-être dans quelques temps...mais que l'armée pourrait la démolir à nouveau.

Visite du « mur », barbelés, clôture électrifiée, électronique, routes, fossés, le chemin s'arrête brutalement, au-delà c'est déjà le souvenir d'une terre à présent interdite. On s'approche, on photographie, on nous demande de ne pas rester trop près trop longtemps.

Le soir nous partageons le repas de rupture du jeûne dans la maison de Abu Mohamed Zaghal. Depuis la terrasse il nous montre les plantations dont il récolte les olives, pourtant si près du « mur » et du camp militaire. De ce côté, il n'y a pas de colons.

Nous dormons au village, les femmes chez une famille, les hommes chez une autre.



Mercredi 29 octobre, deux taxis nous emmènent à Tura ouest, 15 km à l'ouest de Jenine à vol d'oiseau. La ligne verte est à 3 ou 4 km du village, mais le mur est là, au pied des dernières maisons. De l'autre côté, dans les villages de Dhahr al Mahli, Um Rehan, Kh. Sh Said, Kh. Abd, Kh. Abd Younis, Barta'a, Kh Bata'a, Kh. Muntar, 6000 habitants tentent de survivre dans l'espace emprisonné entre deux murs.

Les rangs de figuiers de barbarie qui délimitaient les champs se sont mués en lignes infranchissables de barbelés électrifiés. En 1948 le village avait perdu 1500 ha. Le « mur » leur a repris à nouveau des terres riches pour la culture du tabac, des plantations d'oliviers et des pâturages à moutons.

Arrêt chez le mokhtar (notable) Rafik Selim Khader qui nous montrent ses titres de propriétés ; turcs, anglais, jordaniens, palestiniens... Discussion sur le mode d'élection du conseil de village : chaque « famille », qui peut compter plusieurs centaines de personnes, désigne un représentant, ces représentants élisent le conseil.



Visite de l'école, mixte, c'est une bonne solution pour le développement des enfants nous dit le directeur, et de toute façon, nous n'avions pas les moyens d'en construire deux. Non loin de là, nous visitons un atelier rudimentaire où le tabac est séché, haché et conditionné, ici les cigarettes se vendent à la pièce.



Une belle route mène à la colonie, c'est celle que nous empruntons pour franchir la porte après un contrôle qui se veut minutieux de nos passeports par les soldats. Nous sommes suivis par les enfants qui doivent passer ce contrôle deux fois chaque jour d'école.

Au village de Dahr al Mahli, le plus proche, le discours de l'homme qui nous accueille est double. L'angoisse et la tension se ressentent dans l'attitude des enfants. Un instant après nous avoir décrit une situation intenable, il nous affirme qu'il ne quittera jamais son village et sa terre. Nous nous approchons de la colonie toute proche, au bord d'un chemin, une simple haie, les avertissements de nos hôtes et une frayeur perceptible nous indique qu'il y a là sûrement une limite à ne pas franchir.



Retour à Tura, quelques maisons anciennes subsistent, notre guide nous montre sa maison natale, abandonnée, nous montons sur le toit, une poésie est calligraphiée sur le mur d'une annexe.

Retour à Zababdeh, au centre de formation du PARC, Mohamed Djaradat nous fait ses adieux. Repas au bistrot en ville.



Jeudi 30 octobre ; départ pour le sud par Tubas. Nous devons rejoindre en route Khaled Mansour, notre nouveau contact, responsable du PARC à Naplouse, au camp d'Al Farah « entre la prison et la mosquée ». La famille de Khaled Mansour est originaire d'un village situé près de Haifa, sur le Mont Carmel.



Nous rejoignons notre destination, Beit Furik, en passant un col par une piste. Depuis le col nous dominons la très belle vallée du Faria, affluent du Jourdain. Après un briefing énergique sur la cueillette des olives au contact des colons, nous partons vers les villages d'Azmut, Deir al Hatab et Salim, villages pris entre les colonies d'Itamar et d'Elon Moreh, leurs clôtures et leurs routes d'accès. Nous ne passerons pas le check point cette fois, malgré une demi-heure de négociation. Un trajet cahotant et express en minibus à travers champs nous amènera quand même à Deir al Hatab, au pied de la colonie Elon Moreh. Nous ne sommes pas attendus par la municipalité et les olives semblent déjà récoltées aux abords de la colonie. Tufik parle bien anglais et nous prend en charge, il nous installe sur la terrasse d'une ancienne maison patricienne, transformée en centre de soin. Au pied du bâtiment, un gros camion avec un croissant rouge, c'est un hôpital mobile.



D'ici on voit la colonie Elon Moreh au nord, Beit Furik au sud, le check point où nous avons butté sur la route de Naplouse, et Naplouse à l'ouest, avec de chaque côté de la vallée qui y mène, les camps de Balata à gauche, et d'Askar à droite.

L'après-midi, nous cueillons des olives tout à côté, le contact est confiant avec la famille. Le grand-père nous explique qu'il a racheté un champ d'oliviers 6000 dinars (ici on compte en dinars jordaniens pour la terre) parce que le propriétaire ne pouvait plus venir s'en occuper à cause des blocages.



Le soir nous aurons pour finir une rencontre avec quelques membres du comité du village. Certains sont méfiants, d'autres très ouverts. Discussion ardue sur le prix de l'huile d'olive, le prix de certaines bouteilles de luxe vendues en Europe les laisse songeurs. Ils parlent surtout de l'étranglement économique. Les salaires des fonctionnaires ne sont pas payés par l'Autorité palestinienne, il n'y a pas de consommation. Le conseil encourage les agriculteurs à réserver une part de leur revenu pour employer un chômeur.

On dort sur place.



Vendredi 31 octobre : en route pour Naplouse, l'heure nous sourit, les check points sont vides nous sommes arrivés en ville sans nous en rendre compte. Accueillis dans les locaux du PARC par Talal Abukechich, Khaled et Bassem Kondakghei. Bassem est étudiant et nous servira de guide et d'interprète. Ses collègues le surnomme amicalement Abu Guevara, il a une photo du Che dans son porte-feuille, il est membre du groupe des étudiants du PPP, Parti populaire palestinien à l'université.

Visite de la vieille ville de Naplouse, superbe malgré les destructions. Les magasins sont ouverts le vendredi pendant le Ramadan. Nous voyons les résultats des bombardements du printemps 2002, une fabrique de savon et de nombreuses maisons détruites. Les ruines d'un ensemble de maisons, je reconnais celle où depuis un trou dans la dalle on a ressorti des survivants et des morts après des jours de couvre-feu, c'était filmé dans le documentaire « Après Jenine » de Jenny Morgan

Visite d'une fabrique de savon (seulement abîmée par l'armée). Une énorme cuve où l'on brasse le sel et l'huile d'olive, la pâte coupée en cubes, cubes empilés à claire-voie formant de gracieuse tours ajourées pour le séchage, dextérité de l'ouvrier qui emballe à la main chaque savon dans un papier gras, rangement dans des cartons. Production traditionnelle, économie fragile à laquelle l'occupant s'attaque avec acharnement.

Les rues de la ville moderne sont en chantier, on refait les trottoirs, les chaussées et les places ravagées par l'incursion des tanks.

Nous nous rendons au siège du Part Populaire Palestinien (PPP), où nous pouvons malgré le Ramadan faire un repas avec le marché que nous avons fait dans la vieille ville.

Réunion avec des membres du PPP, dont Hafiz du Palestinian-Hydrologic-Group (PHG), Hamad, responsable syndical, Mochtar Sayed de l'Union des enseignants, et le président de la section de Naplouse Asem Abdel Hadi, membre du bureau du PPP, qui nous fait un exposé.

- Naplouse, 50 000 habitants, 500 000 pour l'agglomération, capitale économique de la Cisjordanie, est une ville qui souffre plus que les autres. Toutes les actions de résistance sont parties de Naplouse. Il n'y a pas de travail en ville, ni dans la région, le chômage atteint 85%, les blocages...
- Il faut que les résolutions de l'ONU soient appliquées.
Il faut, d'entente avec Israël, un Etat palestinien sur la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est. Israël doit être défini comme l'agresseur, il se comporte en agresseur.
Tant que dure l'occupation, les Palestiniens ont le droit de se défendre, les colonies sont illégales.
- La laïcité ; il faut se battre avec toutes les forces qui croient en l'humanisme et à la laïcité.
- Le rôle des USA : c'est la seule puissance qui empêche les peuples de trouver des solutions pacifiques.
- Les accords de Genève : ils ne satisfont pas toutes les demandes des Palestiniens, notamment le droit au retour. Cependant le parti les accepte, on ne peut pas penser que quatre millions de réfugiés pourront rentrer chez eux.
- Les attentats servent de prétexte aux Israéliens qui les utilisent, aussi vis à vis des médias occidentaux. Le parti est contre les attentats, mais il condamne aussi le terrorisme d'état.
- Les accords de Genève prévoient un Etat palestinien démilitarisé avec la présence d'une force internationale. D'accord ! nous n'avons pas besoin d'armée si l'occupation cesse. Les demandes se sont renouvelées d'une présence militaire internationale ; Israël s'y est toujours opposé. Nous aspirons à nous battre ensemble avec les forces de gauche pour aboutir à ce but.
- Israël ne peut pas arrêter la vie, la vie qui continue, qui est plus forte. Le peuple palestinien ne se rendra jamais. Les étudiants vont à l'université, nous rebâtissons tout ce qu'Israël détruit, les agriculteurs continuent à cultiver leurs terres...
- Les valeurs de justice, de droit humain, de démocratie et de liberté auront leur place en Palestine.
- Il y a une pleine coopération entre les différents partis et les autorités, c'est une large coalition contre l'occupation. Il y a un conseil à Naplouse regroupant tous les partis, qui se réunit tous les deux ou trois jours, ou plus souvent, pour résoudre les problèmes quotidiens de la population. Il y a des méthodes et des idéologies différentes, mais la priorité est la lutte pour la fin de l'occupation.
- Les femmes ont pris une place importante durant les deux Intifadas. Elles sont représentées dans toutes les institutions, administrations et partis, souvent comme leaders. Certaines sont en prison. Elles sont actives pour réformer la société palestinienne.

Hans Peter demande s'il y a beaucoup de femmes au PPP à Naplouse : on nous répond-on qu'il y en a 500.

On demande des précisions sur l'analyse des accords de Genève.

- Nous n'avons jamais cru à la feuille de route, basée sur la « sécurité ». Que penser de la sécurité pour les Palestiniens ? Le responsable est le gouvernement israélien, et non pas des groupes palestiniens. Les Israéliens ne font rien pour rendre crédible un accord de paix.

Quel rôle les Américains peuvent-ils jouer ?

- Nous attendons que les Européens appuient les accords de Genève. Israël vit une crise interne très forte, pas seulement économique, mais de violence interne. Actuellement la société palestinienne se radicalise, si cela continue, il y aura un soulèvement dans tout le Moyen-Orient.

Quels rapports avec les partis arabes israéliens ?

- Nous avons de très bons rapports avec ces partis. Surtout avec le parti communiste que nous rencontrons souvent, et qui est un parti judéo-arabe, nous ne pratiquons pas d'exclusion entre arabes et juifs.

Soirée et repas de rupture de jeûne dans la famille de Salem dans la banlieue nord. Grande famille, grande maison. Salem prépare un excellent « Makboût » plat saoudien, il a travaillé quelques années là-bas. Au dessert, plutôt que les sodas et cocas habituels, boissons locales à la réglisse (souss), au tamaris, etc...

Nous dormons séparés, les hommes dans le camp du nouvel Askar, chez Khaled, le frère de Talal, où nous terminons ce vendredi devant le foot à la télé jordannienne. Le père nous rend visite, environ 70 ans, il raconte un peu de ses guerres. En 1967, pour passer en Jordanie, l'armée israélienne lui propose quelques dinars et lui demande de signer un papier de renoncement au retour, il reviendra. Il a passé 15 ans dans les prisons israéliennes, en quatre périodes dont une de 10 ans dans le Neghev. Khaled, le frère a été deux fois grièvement blessé ; une famille ordinaire...

Au réveil à six heures et demi, passent les écoliers, les filles en tablier rayé, les garçons en jeans ou en pantalon treillis bleu-blanc-vert, ils tapent dans un ballon crevé. Le grand-père est assis sur un banc en bordure du camp, tout le monde le salue.

Samedi 1^{er} novembre 2003, le matin, Naplouse, visite à l'hôpital Rafidia. Nous sommes reçus par le directeur, le docteur Husam W.Jawhari. Rencontre dense mais brève, son emploi du temps est serré.

- L'hôpital gère un réseau étendu de relations : ministère, ONG, Villes françaises (Lille +..), hôpital universitaire de Genève...(courriel : rafidia@haly.net)
- L'hôpital devait participer à une conférence pour la paix en France, convoquée par le réseau des villes. Elle a été reportée à cause de la situation en Palestine.
- L'hôpital collabore aussi avec L' « Union Arabe Américaine » pour la création notamment d'unités de soins et également avec l'association « Mosaïque » créée par les femmes des ambassadeurs arabes à Washington.
- Un travail énorme a été accompli depuis deux ans, on traite ici 37 000 cas d'urgence par an, 700 accouchements par mois.
- Les secteurs qui manquent de moyens sont : la radiologie, la chirurgie pédiatrique, l'urologie pédiatrique, la médecine vasculaire, la chirurgie plastique.
- L'hôpital pratique toutes les opérations chirurgicales, sauf les opérations de cardiologie qui sont faites à Ramallah, à l'exception des cas d'urgence.
- L'hôpital a une grande expérience de la chirurgie de guerre, mais il manque de moyens pour assurer les rééducations.
- Pour faire face à la situation d'occupation et aux blocages, on organise un travail en réseau entre les comités de quartiers, les comités des villages, les différents centres de santé (Croissant rouge, UPMRC, etc..), les ambulances et l'hôpital. Le programme de l'hôpital est constamment adapté en fonction de ces informations.

En sortant nous croisons dans le couloir un volontaire international blessé par l'armée israélienne dans le camp de Balata. C'est un jeune australien d'ISM qui est soigné ici depuis une semaine. Il évacuait des enfants d'un bâtiment attaqué par l'armée.

Nous nous rendons en milieu de matinée au siège de la centrale syndicale : PGFTU, Palestinian – General – Federation of Trade Unions. (site : www.pgftu.org)

Le bâtiment est presque imposant, la salle de conférence où nous sommes reçus plus qu'impressionnante. Trois responsables très officiels en bout de table et une interprète à l'autre extrémité. Le discours du Secrétaire général, Shaher Sae'd, est très officiel. Beaucoup de chiffres nous sont livrés, certains nous semblent assez théoriques.



- La Fédération a été créée en 1990, elle concerne 845 000 travailleurs dont 40% de femmes et compte 287 000 membres syndiqués.
La cotisation est de 30 shekels par an.
Douze syndicats sont affiliés, la situation rend difficile la tenue d'un congrès.
- La PGFTU fait partie de la « Confédération internationale des syndicats ».
- Jusqu'en septembre 2000, il y avait 275 000 travailleurs palestiniens en Israël. Soit 60 000 dans le secteur public, 24 000 dans le secteur privé et 75 000 dans les zones franches. Cela rendait l'économie palestinienne dépendante.
- Les travailleurs palestiniens illégaux en Israël soustraient un revenu important à l'économie palestinienne (6 millions de \$)
- Depuis la deuxième Intifada, le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 20 à 52%, le chômage de 18 à 60 %, la valeur du « panier de Ramadan » a chuté de 65%.
- L'aide apportée aux travailleurs et aux chômeurs, par an : 37 000 assurances médicales gratuites, 27 500 aides financières, 300 000 aides alimentaires, 10 000 pensions de 129 \$ par mois (émirats), 25 000 emplois pour la reconstruction et l'entretien.

Vers midi, nous sommes reçus dans son bureau par Mahmoud al Aloul, le gouverneur de Naplouse qui commence par un exposé sur la situation dans la ville et la région.

- Les destructions du printemps 2002 : 300 maisons détruites, 1 000 endommagées et de nombreux sans abris.
Des destructions de fabriques, de mosquées, de magasins, de routes, de réseaux.
- Trois ans de siège, pourquoi ? La population se voit refusé des choses essentielles comme étudier, se nourrir, se déplacer, travailler.
- Beaucoup de travailleurs disponibles, mais pas d'approvisionnement en matériel.
Une aire agricole importante autour de Naplouse, mais pas de possibilité de transporter et de vendre les produits, même en Palestine.
Le chômage atteint 65 à 70 % de la population active.
- Difficulté de se rendre à l'école, à l'université, même à l'hôpital. Le couvre-feu a duré cent jours l'été 2002. On a organisé des écoles populaires dans les quartiers. Et puis on a refusé le couvre-feu, l'ordre a été donné de rouvrir les commerces, de rouvrir les écoles. On a résisté. Des routes ont été construites pour contourner les blocages.
On a fait fonctionner des hôpitaux mobiles, on a mis en place des centres de soins dans les quartiers et des comités de quartier pour gérer la situation de crise.

Une planification urbaine est-elle possible dans ce contexte ?

- La vieille ville a 3 000 ans, on ne changera pas son plan. Cependant l'occupation limite l'extension de la ville moderne, on ne peut construire que sur un territoire limité par l'administration militaire. On peut faire le parallèle avec la situation des camps, la population augmente et elle est confinée toujours dans le même espace, chaque cm² compte (Askar 10 000 habitants, Askar al Djedid 4 000 habitants).
Il y a une situation de conflit due à l'appropriation de territoires supplémentaires par les colonies, les limites imposées par l'occupation, et les besoins d'extension de la ville de Naplouse.
Les colons fondamentalistes pratiquent une extension horizontale de faible densité, prise sur des terres agricoles, certaines constructions ne sont que des résidences secondaires.

Comment est géré le système d'assistance ?

- Par des comités populaires qui gèrent la nourriture et l'argent. Pour les chômeurs nous collaborons avec les syndicats ouvriers et nous recevons des aides extérieures.

Les pays arabes vous soutiennent-ils ?

- Les USA ont fait récemment pression sur les pays arabes pour qu'ils arrêtent leur aide, c'est une pression pour obtenir des concessions des Palestiniens

Le soir, après avoir de nouveau souper dans la famille de Salem, rendez-vous à l'université, le quartier est animé et nous restons un moment au foyer qui comprend un centre internet et un bistrot.

Dimanche 2 novembre, la journée commence au siège du PARC. Sur le comptoir de la réception, il y a une pile de grands autocollants (A4) appelant au boycott des produits israéliens. Quand tout le monde est là, chaque responsable nous parle de ses activités.



Centre de formation du PARC à Zababdhe

Rapport d'activité 2002 du PARC :
« 2002 Annual Report –
Agricultural Development
Association (PARC) »

Rapport d'activité 2002 de l'Union
des Agriculteurs :
« Annual Report 2002 –
Palestinian Farmers'Union »

Vu au siège du PARC un rapport :
*The West Bank Wall
Humanitarian Status Report
July 2003 Northern West Bank
Trajectory
UN office for the coordination of
humanitarian affairs (OCHA) in the
occupied Palestinian territory
Jerusalem Humanitarian
Information Center.*

Khaled Mansour, le directeur, nous parle du PARC en général et dans la région de Naplouse en particulier.

- Le PARC a été fondé en 1983 par un groupe de volontaires qui luttent pour le maintien de la terre aux Palestiniens. En 1987 il passe du statut d'organisme public à celui d'association, et est l'objet d'évolutions jusqu'en 1993. C'est maintenant une ONG reconnue au plan national.
- Au départ, les projets étaient surtout orientés vers les améliorations matérielles. Depuis deux ans, c'est le développement humain qui est visé ; agriculteurs, jeunes, femmes... Des unions sont organisées, les unions rurales de femmes, les jeunes volontaires, les agronomes etc... Les actions sont orientées principalement en faveur des petits agriculteurs, les classes pauvres, ainsi que pour soutenir les villages victimes de la colonisation.
- Le financement provient de l'extérieur, d'associations européennes principalement. Les fonds des USA posent problèmes puisqu'ils sont toujours assortis de conditions et d'orientations dont le PARC ne veut pas. Il y a aussi un important travail fourni par les volontaires.
- Le PARC est présent dans toute la Cisjordanie et à Gaza, il a une expérience de 20 ans, les programmes sont ainsi bien orientés en fonction de la réalité du pays.
- Un objectif essentiel est de développer une société civile démocratique et de diffuser ce projet, 50% des fonds sont consacrés à cet objectif.
- Le PARC travaille avec un maximum de transparence et ceci suscite la confiance des groupes et des partenaires. Un rapport annuel est élaboré (celui de 2002 nous est remis).

- Les 50 responsables du PARC sont élus et ce sont eux qui décident des orientations, les autres membres du PARC sont les employés et les volontaires.
- Le PARC gère trois centres de formation, à Zababdeh, à Jericho et à Gaza.
- Dans la région de Naplouse, en 2002, le PARC a géré 5 millions de sheqels. 50 km de routes agricoles ont été réalisées pour contourner les bouclages de l'armée. 45 ha de terres ont été réhabilités (enlever les pierres, construire des terrasses), 125 citernes de récupération des eaux de pluie ont été construites pour palier aux pompages des Israéliens. 24 000 m³ d'eau ont été distribués par camions citernes dans 19 villages. 17 stations d'épuration pour produire de l'eau d'irrigation à partir des eaux usées ont été construites. 7 000 journées de travail ont été attribuées aux chômeurs (construction de murettes, de terrasses, etc...). 316 volontaires ont participé aux travaux. 172 000 personnes sont concernées par les activités du PARC dans la région. Tout cela est géré par une équipe de cinq personnes.

Mala nous parle alors du secteur « Femmes ».

- Avec la première Intifada en 1987 et la situation économique d'alors, débutent les actions avec les femmes. Deux projets sont lancés, la mise en valeur, la commercialisation des produits agricoles et leur conservation d'une part, et la formation à l'économie domestique d'autre part.
- En 1992, on se rend compte de l'existence d'autres besoins : comment s'organiser, comment gérer des problèmes ensemble ? Les groupes de femmes sont créés dans les villages en 1996. En 1997 ces groupes disposent de locaux équipés. On met en place des règles de fonctionnement, on élit des comités et on développe des techniques de communications avec les autres comités du village. La question est : comment sortir du système traditionnel, de l'enfermement, et être présentes parmi les autres groupes et comités, comment s'intégrer dans le système économique du village et acquérir son indépendance économique par l'emploi et par sa production.
- 10 groupes de femmes ont été constitués avec des comités élus, 1400 femmes sont impliquées. Ces groupes deviennent autonomes, il y a une grande diversité des membres, des préoccupations et des objets traités : économie agricole, éducation des enfants, santé (un problème important est le traumatisme des enfants dans la situation de siège et d'occupation depuis le printemps 2002), la poursuite des études universitaires pour les femmes, etc.

Leila nous parle du programme d'épargne et de crédits.

- Ce programme est une idée venue des groupes de femmes. Il est mis en place dans les groupes de femmes constitués et parfois dans des groupes de femmes indépendants.
- Il a deux buts, un but social, et un but économique. C'est la première initiative de ce type en Palestine, elle a débuté il y a quatre ans. Les femmes avaient des difficultés pour sortir et se rendre à la banque. Le principe de la banque est différent : on emprunte et après on rembourse. Ici on épargne, et on obtient ensuite un crédit.
- Le programme a obtenu l'agrément du ministère du travail.
- 8 groupes sont constitués dans la région de Naplouse, qui concernent 300 membres.
- Dans un village le groupe élit 3 personnes, c'est le conseil du groupe de ce village, qui gère la caisse du village et octroie les crédits.
- Les 300 membres élisent 5 représentantes, qui ne sont pas forcément des membres des conseils de villages, c'est le conseil qui se réunit une fois par mois et gère le compte général. Le compte général (50 000 \$ en tout) comprend un compte par village, soit 8 comptes qui sont gérés indépendamment.
- Malgré la situation difficile, il y a chaque mois de nouvelles adhésions. Chaque membre verse 15 \$ chaque mois sur le compte de son groupe. A mi-2003 on a déjà octroyé 95 crédits. Les crédits se montent dans la règle à 750 \$ et ils concernent de petits projets économiques. Le remboursement se fait dans l'année et commence aussitôt le crédit avancé ou avec deux mois de décalage au maximum. Il est versé sur le compte du groupe de village, avec un intérêt de 6%.
- Pour obtenir un crédit, il faut l'accord de deux femmes de son groupe qui doivent solidairement rembourser le crédit en cas de défaillance (un cas jusqu'à présent).
- Il n'y a pas de limitation du comité sur la nature des projets, ils sont très divers, par exemple ; acheter des moutons, payer un semestre universitaire, établir des certificats de naissance, achats divers...
- On veut étendre le système à toute la Cisjordanie.

Amar nous parle maintenant des groupes de jeunes.

Son village est à 15 km de Naplouse, mais il lui faut trois heures pour y arriver.

- Les groupes des jeunes volontaires ont débuté en 1983. Les groupes se forment selon l'âge, l'activité ; étudiants, agriculteurs, etc... Depuis 2002 un association coordonne les programmes d'activités de ces groupes. Une enquête a montré que la principale question que se posent les jeunes est : comment gérer son temps libre ?
- Dans la région de Naplouse, 460 jeunes sont organisés dans 9 villages. Il sont respectés du fait qu'ils fournissent beaucoup de journées de travail volontaire.
- Les activités sont évaluées, il y a des succès et des échecs. Ils peuvent développer des projets autofinancés ou rechercher des financements externes. Ils apprennent à former un groupe solidaire pour faire aboutir un projet. Ils apprennent ce qu'est l'élection d'un comité, comment diriger, comment créer des contacts avec les autres groupes du village, c'est une initiation à la démocratie.

Quelques exemples de projets réalisés.

- Sebastia est un village historique (romain). Un ancien bâtiment a été reconstruit principalement par du travail volontaire (coût estimé de 28 000\$, apport du PARC de 4 000 \$). Les locaux sont utilisés par cinq groupes, dont celui des jeunes.
- Construction d'un terrain de football à Naqoura (1 500 \$).
- Six semestres de cours du soir ont été assurés dans trois villages ; anglais, mathématique, physique.
- Camps d'été. La mixité de ces camps fait évoluer progressivement la mentalité des jeunes.

Talal nous parle, brièvement (à cause du programme de la journée), des groupes d'agriculteurs.

- Il s'agit d'un grand secteur puisque la proportion des agriculteurs dans la population est importante. Les premières réflexions dès 1994 ont porté sur la production agricole, le conditionnement et la commercialisation des produits. Ce fut un échec relatif et on a recommencé sur de nouvelles bases en 2001.
- Les deux bases du programme sont d'une part le syndicat pour défendre les agriculteurs et d'autre part l'organisation de l'économie agricole. D'un côté, on protège les produits palestiniens vis à vis des importations israéliennes favorisées par l'occupation, il s'agit de vendre la production. Par ailleurs, on finance les infrastructures et on favorise l'accès aux matériels et aux fournitures par la création de coopératives.
- Le projet essentiel est, comme pour toutes les autres activités du PARC, la formation d'une société démocratique. Le développement économique est lié au développement humain dans le cadre des comités d'agriculteurs.

Une question est posée sur le financement du PARC.

- Les fonds états-unis et les fonds saoudiens posent problème car ils sont assortis de conditions intéressées. Nous appuyons la contestation anti-mondialiste européenne et nous voulons un développement selon des lois palestiniennes.
- Par ailleurs nous contestons certains aspects de l'Autorité palestinienne. Nous pensons qu'il faut corriger certains défauts, notamment la corruption. L'Autorité a tendance à vouloir capter tous les financements. A un état autoritaire, nous opposons un objectif démocratique.
- Pour réaliser notre programme, notre financement provient pour 90% de l'Europe, pour 9% des Etats-Unis et pour 1% d'apports palestiniens.

Retour en ville, nous posons nos bagages en ville à l'hôtel El Esteklal, où Hans Peter et Marlène sont déjà installés. Maison ancienne, simple et agréable, avec de grandes salles communes, très bon accueil.

Retour aux locaux du PPP où nous croisons Hassib qui nous parle de la campagne israélo-palestinienne contre le « mur ».

On profite toujours des locaux du PPP pour casser une graine malgré le Ramadan.

A 14 heures, nous avons rendez-vous avec le groupe PPP des étudiants de l'université Nadjia de Naplouse ; 9 garçons. Après les présentations, certains prennent la parole.



- L'accès à l'université pour ceux qui viennent des villages est difficile, aux check points, les soldats leur disent qu'ils n'ont pas à aller étudier, qu'ils sont des individus dangereux, ils leur refusent le passage. Certains étudiants habitent dans des quartiers où l'armée fait des incursions, il y a parfois des blessés.
- Les logements manquent pour les étudiants, nous avons manifesté pour réclamer des logements.
- Le chômage et l'appauvrissement de la population font que beaucoup d'étudiants manquent de l'argent nécessaire pour payer un logement et pour se nourrir.
- Les activités du groupe : des cours d'informatique (photoshop), de français, avec certificats de formation ; le suivi des demandes de bourses ; des achats de livres, de matériel, la fourniture de livres d'occasion ; visite des logements d'étudiants, on vérifie s'il y a des problèmes, s'il manque de couvertures, de chauffage ; etc...
- Le financement venant du PPP est insuffisant, il permet toutefois de payer des repas aux étudiants sans ressources pendant le Ramadan.
- Le groupe garde l'idéal communiste, c'est le « bloc ». Il est mixte, mais les filles n'ont pas pu venir aujourd'hui (il y a la préparation du repas de Ramadan).

Question : quels sont les partis représentés aux élections des représentants des étudiants à l'université, quels rapport avec les autres groupes ?

- On a de bonnes relations avec les autres groupes, on oublie les divergences pour travailler ensemble sur des objectifs communs.
- Vu la situation, le recteur n'a pas autorisé les élections de 2002, elles vont avoir lieu pour 2003. L'assemblée actuelle élue en 2001 compte environ 60% pour le Hamas, 20% pour le Fatah, et 20% pour la gauche, PPP, FPLP principalement.

La situation des enseignants.

- Ils ont un peu moins de problèmes que les étudiants aux check points. Il y a des enseignants étrangers, français, anglais...

Et les voyages à l'étranger ?

- C'est difficile, mais avec une invitation c'est possible.

Nous nous rendons au « nouveau camp d'Askar », et d'abord au Centre de développement social. Deux responsables se succèdent pour la présentation du centre et cela commence par :

« Les Palestiniens boivent et mangent de la politique, c'est ce qu'il y a de plus accessible. »

UNRWA : United Nations Relief and Work Agency for Palestine Refugees in the Near East.
C'est l'agence onusienne qui s'occupe des réfugiés palestiniens depuis 1949.
<http://www.un.org/unrwa/>

Adel Badran
Askar Youth Club
West Bank Palestine
Tél : 092 384 985
Mobile : 02 48 62 46

- « New Askar Camp a été créé en 1964, c'est un camp spécial puisqu'il n'y a ni écoles, ni centre de soins. Les ONG assurent de plus en plus de tâches, avec des volontaires. Les enfants vont à l'école au camp principal d'Askar, sur le chemin de l'école, on craint les incursions de l'armée.
- Les activités du centre : il y a la bibliothèque, et puis le support psychologique aux enfants ; on les aide à oublier la violence et la guerre qu'ils voient à la TV et dont ils vivent la réalité. Il y a des salles de jeux, des groupes de théâtre où ils peuvent, à travers des jeux de rôles, exprimer leurs problèmes devant un public. On voit une amélioration dans leurs dessins, les arbres remplacent les tanks. Nous n'aimons pas voir nos enfants suivre les chars et se mettre en danger en lançant des pierres.
- Nous donnons des cours d'informatique, des cours sur la prise en charge de sa santé, ils sont destinés aux femmes et aussi aux enfants. Certains cours sont sous forme de films, nous montrons plusieurs vidéos sur la culture palestinienne.
- Beaucoup de projets sont soutenus par l'UNRWA ; intégration des handicapés, assistance médicale, médicaments, kinésithérapie. On bénéficie aussi de l'appui de petites associations étrangères et de comités locaux.
- Depuis l'Intifada, il n'est plus possible d'organiser les camps d'une semaine qui avaient lieu à divers endroits en été et à Jéricho en hiver, le voyage est devenu trop difficile à cause des blocages et l'anxiété des parents fait le reste.
- Il y a des problèmes de santé dans le camp dus à la surpopulation, à la promiscuité, il y a des maladies endémiques.

On nous indique ici 6 000 réfugiés au Nouvel Askar pour 8 000 dans l'ancien Askar, au lieu des 4 000 et 10 000 qui nous avaient indiqués précédemment. Le total est le même, et de toute manière une courte visite dans la pénombre des très étroites ruelles du camp nous rendra bien compte de ce confinement dans un espace trop petit et trop clos. Ce n'est pas une vie normale, nous résume notre guide.

- L'organisation politique du camp : c'est un « comité de la communauté » qui agit comme une municipalité, avec toute une série de comités spécifiques à chaque activité. C'est une organisation très satisfaisante.
- La place des femmes : on ne croyait pas que les femmes pouvaient participer à la gestion dans les comités. En 1992, des visiteurs suédois ont demandé pourquoi il n'y avait pas de femmes présentes. A la visite suivante, il y avait deux femmes présentes, mais toujours pas membres du comité. A présent elles sont membres du comité.

Nous visitons un bâtiment distinct destiné aux activités d'intégration des enfants handicapés, ils sont nombreux, blessés dans les affrontements avec l'armée depuis la deuxième Intifada. C'est le deuxième centre de ce genre créé en Cisjordanie, en 1992. Il comprend une salle de logopédie, une salle de jeux, une salle de ping-pong, un atelier de fabrication et d'entretien de béquilles et de fauteuils.

Visite d'une garderie qui accueille 150 enfants, dont une douzaine de handicapés. Le paiement demandé est modeste nous précise-t-on.

On traverse rapidement le camp pour rejoindre la maison de Talal où on nous attend pour le repas de Ramadan. Les enfants nous harcèlent un peu. On voit de nombreuses traces des tirs de l'armée sur les maisons, et des maisons détruites. A propos d'un tag sur un mur, quelqu'un nous qu'ils sont contre l'initiative de Genève à cause de la question non résolue des réfugiés.

Repas chez Talal, grande salle, grande famille, compris une équipe de football qui revient d'un match. Discussion politique à la fin du repas, questions sur l'état de l'opinion en Europe concernant la question palestinienne.

En route à 19 heures pour le Centre de la jeunesse (Askar Youth Club) situé entre les deux camps d'Askar, près de l'ancien. Le directeur, Adel Badran est assez direct et ne nous cache pas que, le centre manquant cruellement de moyens, notre principale utilité serait de lui procurer des fonds.

- Le centre a été créé en 1957 et développe des activités pour les jeunes (jusqu'à 40 ans). Le sport a une place importante. Le centre accueille aussi les familles. Il dessert les deux camps d'Askar, la ville d'Askar, et les villages environnants comme Deir al Hatab, cela fait 14 000 habitants. Le but est d'éduquer les jeunes dans le sens d'une société démocratique.
- Le centre a évolué avec les générations, il ne reste qu'une seule pièce du bâtiment d'origine de 1959, on la garde comme fétiche.
- Le centre est dirigé par un comité de 9 personnes élues, la dernière élection a eu lieu il y a quatre mois.
- L'enseignement. Le centre informatique compte 30 ordinateurs avec liaison internet. Il y a aussi une bibliothèque.
- Les principaux sports pratiqués sont le football, le basket-ball, le volley-ball, le ping-pong, la boxe. La pratique de ces sports est mixte.
- Toutes les activités sont contrôlées par le ministère de la jeunesse et par l'UNRWA. L'UNRWA donnait 350 \$ par trimestre, mais cet apport a été supprimé sous la pression des américains et la raison avouée a été qu'il ne fallait apprendre aux jeunes à courir pour échapper aux soldats ! (et le saut à la perche ?)
- Le centre a besoin d'argent, ne serait-ce que pour l'achat de matériel de sport. Les principaux contributeurs sont Save the children, OXFAM Canada, et des ONG palestiniennes.

Rentrée en taxi à l'hôtel. Une balade nocturne avec Salem, Khaled et Bassem dans les rues tranquilles de Naplouse. On échoue, un peu par curiosité et un peu pour remercier nos hôtes, dans un complexe commercial très luxueux, planté dans un quartier qui l'est beaucoup moins. Quatre ou cinq étages, grand patio sous verrière en toiture, super marché, boutiques de luxe, agents de sécurité privés, fontaine intérieure, café glacier. On nous dit que le complexe a été construit par « une banque islamique palestinienne ».

Lundi 3 novembre. Adieux à Talal, Salem, Khaled et Bassem. Taxis jusqu'au check point à la sortie de Naplouse, passage à pied, contrôle des passeports. Nouveaux taxis, nouveau check point, nous restons dans la file et passons après une demi-heure et un nouveau contrôle de tous les passeports.

Nous frôlons Tulqarem et arrivons à Irtha où somme accueillis par Fayez. Nous nous installons au rez-de-chaussée d'une grande maison qui appartient à sa famille. Il y a une grande salle de réception, une cuisine, des sanitaires, c'est le luxe. Fayez, lui, habite avec sa famille dans une maison très modeste tout près d'ici. Depuis le jardin. On voit le mur à 300 mètres. Ici, sur 4 km de long, c'est un vrai mur haut en béton avec tout l'équipement requis, tours, fossés, routes, barbelés, champs détruits sur une grande profondeur. La famille Tanib a perdu 35 ha de l'autre côté du mur. Selim travaille dans les affaires de son père, compagnie de transports, cinémas, fabriques de plots de ciment. On devra constater à plusieurs reprises que pour une partie des Palestiniens, qui appartiennent à une classe sociale aisée, ou à un réseau, ou aux deux, les choses sont encore possibles et que les affaires prospèrent. Mohamed, lui, a travaillé longtemps en URSS comme mécanicien sur machines industrielles. Ici, il faisait le commerce de fruits et de légumes, avec Israël notamment. Plus rien ne passe maintenant, même en Cisjordanie, il est chômeur. Fayez Abdel Rahim, lui, est un cousin. Ses champs et surtout ses serres pour lesquelles il avait reçu une distinction comme meilleure entreprise de la région, ont été pour la plupart détruites par l'armée. Il a été quelques années volontaire pour le PARC où il a été à présent engagé. Il s'acharne à cultiver avec sa femme un champ qui lui reste à proximité du « mur ».

« STOP THE WALL IN
PALESTINE »
Facts, Testimonies, Analysis and
Call to Action.
The Palestinian Environmental
NGO's Network (PENGON)
June 2003

Tel : +972 2 656 58 90 / 87
Fax : +972 2 585 76 88

e-mail : outreach@pengon.org
web-site : www.pengon.org
www.stopthewall.org



Selim et Mahamed Tanib, sur le toit de leur maison, derrière eux ; le « mur » et les terres perdues.

15 heures, visite du « mur ». On voit très bien depuis la hauteur où nous sommes le changement de direction du tracé. Il y a un mur tout droit avec une tour au bout, et puis brusquement un virage, le « mur » qui devient « clôture » s'écarte de la ligne verte qui continue tout droit, et vient capturer un vaste territoire englobant les colonies de Sal'it et de Zufin près de Qalqillya, le village palestinien de Kh Jubara et 230 des 400 ha des terres agricoles du village voisin.



A cet endroit, la route qui mène à Taibeh en Israël est coupée par un check point, et à voir l'aspect complètement abandonné des commerces, usines et restaurants qui bordent cette route, on comprend que plus rien ne passe. Favez nous parle de la manifestation au check point dont les agriculteurs demandaient l'ouverture ; ils ont été dispersés avec des gaz et l'armée n'est pas venue pour discuter au rendez-vous qu'elle avait proposé pour le lendemain.



C'est une région de cultures maraîchères. De ce côté-ci du « mur », beaucoup de serres et de champs sont abandonnés. D'une part les installations et surtout les réseaux d'irrigation sont constamment détruits par l'armée. D'autre part, il n'y a plus de débouché pour les produits, bloqués entre le mur de la ligne verte et les murs existant à l'intérieur de la Cisjordanie occupée.

Il y a des champs entre le « mur » et la route, et des champs de l'autre côté de la route, en contre bas du village. C'est là que nous rencontrons le maraîcher Fayek.

- Cela fait deux ans que l'armée a détruit ses champs avec des bulldozers, que les soldats l'ont menacé avec leurs armes, qu'ils lui ont dit de quitter. De ses 1.4 ha de maraîchage, la moitié a été détruite qu'il n'ose pas réhabiliter, se cantonnant en retrait d'une maison.
- Il ne peut produire que pour sa famille car c'est impossible à présent d'aller vendre à Tulkarem ou en Israël.

Nous retournons de l'autre côté de la route, côté « mur », où se trouve le champ que Fayez et sa femme cultivent depuis 15 ans. Ce champ est situé entre le « mur » et une usine chimique israélienne où travaillent des cadres israéliens et des ouvriers palestiniens. Il nous explique comment l'armée essaye de le chasser.

- Ils bloquent l'accès en coupant le chemin d'un coup de bulldozer et posent des barbelés. Fayez et sa femme trouvent un autre chemin d'accès, ils le coupent à nouveau. Fayez et sa femme coupent les barbelés.
- Ils détruisent le système d'irrigation, un réseau de tuyaux noirs répartis dans les sillons. Fayez et sa femme l'ont remplacé trois fois. Depuis trois mois ils irriguent à nouveau.
- Cette résistance est parfois désespérée : à côté de son champ, 0.6 ha d'orangers ont péri faute d'avoir été irrigués pendant trois ans.



Repas chez Mohamed et Faloul, café chez Fayez qui revient d'accompagner sa mère à l'hôpital. Il nous passe la vidéo qui a été tournée en 1996 lors de destruction de ses champs par les bulldozers, l'armée contenant les manifestants. Nous en ferons une copie.

Mardi 4 novembre

Le matin, nous attendons au village la levée du couvre feu de Tulkarem que nous devons traverser pour visiter des villages au nord.

Visite d'Irtha, 4 500 habitants. Nous passons par un petit site archéologique, clôturé et en attente de fonds pour être mis en valeur, il y a une très belle mosaïque. Nous avons vu hier une très ancienne maison, attribuée à Jacob.

A Irtha il y a une école de fille (degrés 1 à 10) et une école de garçons (degrés 1 à 12). Les filles doivent se déplacer à Tulkarem pour les deux derniers degrés. Nous visitons l'école de filles, 300 à 400 élèves, 20 enseignants, des classes de 35 à 40 élèves. Pas de bibliothèque, pas d'ordinateurs nous dit la directrice. Aujourd'hui il n'y a que 5 enseignants, 12 sont bloqués à cause du couvre feu. Dans ce cas les bons élèves peuvent enseigner à la place des professeurs. Les cours finiront plus tôt. Nous rentrons dans une classe, il y a beaucoup de bonne humeur.

Nous nous arrêtons un moment avec Fayez chez Abdel Rhahim Abou Shama, professeur à la retraite. Il a beaucoup d'enfants, dont deux jumeaux. Christianne, Maria et Valentina avaient dormi chez une de ses filles à la cité universitaire de Naplouse. Moment agréable dans son jardin, à l'ombre, il nous offre ses oranges, ses mandarines et le thé. Que pense-t-il de la situation, de l'initiative de Genève ?

-
- C'est un très petit pas sur un très long chemin. Il y a 500 000 colons en Cisjordanie, c'est impossible de les chasser. Les Israéliens vont toujours vers l'est. La vraie solution est un état binational.
- Une campagne de manifestations sera lancée du 9 au 15 novembre, à Jérusalem, à Ramallah, en Allemagne, en Afrique du sud, aux USA, ailleurs aussi en Europe. Fayez était à New York il y a 15 jours, invité par ISM.

Départ en taxi avec Fayez. Il y a deux camps de réfugiés à Tulkarem ; Tulkarem Camp 13 000 habitants, et Ashkam Camp 9 000 habitants. Le couvre feu n'est pas levé mais nous traverserons quand même la ville en roulant vite et en évitant les soldats grâce au téléphones mobiles.

Jarushiya, 1 400 habitants. La famille Osman nous accueille. Ils ont le nez sur le « mur ». Depuis la route qui passe derrière la barrière électrifiée, à 50 mètres et à la hauteur de leurs fenêtres, les soldats braquent les projecteurs la nuit et tirent en l'air. Le « mur » est un nouveau lieu de harcèlement. Nous nous y rendons à pied avec Rafid et Jamal. En bordure de la triple barrière, des panneaux rouges, un champ d'olivier rasé. La ligne de séparation s'étend loin dans le paysage de collines.

- Entre la ligne verte et le « mur » se trouvent 40 des 45 ha d'oliviers et d'amandiers du village. La seule porte est à 5 km et rien n'en garanti le passage. Le village produisait 10 tonnes d'huile d'olive, il est ruiné.
- Le deuxième mur achevé autour de Tulkarem, ce seront 67 000 habitants qui seront pris dans ce ghetto.
- Les israéliens n'ont pas assez d'argent pour mettre tous les Palestiniens en prison et les nourrir, alors ils construisent le mur...



Nous prenons le café en compagnie des deux frères et du père, Saïd. Au mur, des photos des groupes de solidarité avec la Palestine de Marseille. Les gens de Tayoush et de Gush Shalom viennent aussi souvent ici. La famille Osman a fait appel trois fois en justice contre la spoliation, aidée par le « Farmer's Union » et des avocats israéliens, en vain.



En route pour le village de Zeita. Au croisement de la route nous passons un check point, le chauffeur doit sortir bras en l'air, soulever son maillot. On passe par Attil, 9 000 habitants, 300 serres derrière le « mur ».

A Zeita , 3 200 habitants, le maire, Jamal Ahmad Assnat, nous reçoit dans la salle du comité.

- Le « mur » contourne le village, mais la terre, 20 ha d'oliviers, 40 ha de terre agricole, se trouve de l'autre côté, dans cette zone militaire enfermée entre « mur » et ligne verte. La majorité des terres a été perdue en 1948, le reste maintenant.
- Depuis le 22 octobre de cette année, il faut une autorisation pour aller de l'autre côté. Conformément aux directives de l'Autorité, la mairie refuse de prendre en charge les demandes d'autorisation, elle ne veut pas devenir un auxiliaire de l'administration militaire. Depuis le 22 octobre personne ne passe plus le « mur ». Certains agriculteurs campent de l'autre côté.
- Pour ces familles, le travail est collectif. Les autorisations elles sont individuelles. Rien ne sert d'obtenir deux ou trois autorisations alors que tous les bras sont nécessaires. Si tu veux une autorisation, on te propose de devenir indicateur.
- La municipalité n'a plus d'argent, c'est la première année qu'elle ne peut pas payer la facture d'électricité à Israël. A part un peu d'argent venant du ministère des affaires sociales, rien ne vient de l'Autorité palestinienne. Quelques aides viennent du Croissant rouge, des pays arabes et des expatriés. Il y a aussi les quelques salaires des employés du gouvernement. Les gens pourraient partir, il n'y a plus de travail, plus de terres, la vie est comme dans un camp. C'est la deuxième Nakba pour nous.
- Nos requête auprès de la cour suprême n'ont pas été prises en compte, parce que les documents étaient établis par l'Autorité palestinienne. On nous a dit de nous adresser à Adoumim, c'est une colonie, pour nous c'est plus difficile d'y aller que d'aller aux USA.



Arrivée d'Aretz membre de l'organisation des Rabins pour les droits humains, accompagné d'un photographe américain. Nous nous rendons avec lui sur le « mur ». De l'autre côté, beaucoup de serres et de grandes étendues de terres cultivées. Leur projet est de récolter les olives avec les Palestiniens et de les ramener en traversant le « mur ».

Nous repartons, la route longe le « mur », parfois béton, parfois barrière de barbelés et grillages électrifiés. A Qaffin, le maire, Fahti Harrachi et un responsable du PARC, Rujdie Tahadik, nous font le point de la situation.

Municipality of Zeita
Tél : 09 266 02 21
Fax : 09 266 26 78

Fahti Harrachi.

- De l'autre côté du « mur », le village compte 660 ha et 12 000 arbres, la plupart des oliviers. Les deux sources de revenus à Qaffin sont d'une part le travail en Israël, et d'autre part les olives. A cause du « mur » nous avons perdu les deux.
- La première porte est à 8 km. Pour atteindre les champs où nous allons en 10 minutes, il faut maintenant partir à 2 heures du matin pour arriver, si l'on passe, à 9 heures. La seule solution pour travailler nos champs est d'obtenir une autorisation, de passer et de dormir sur place pendant la semaine. C'est dangereux.
- Pour 1 000 nécessaires, 200 autorisations de passages ont été délivrées, et très tard. L'Autorité nous dit de refuser de prendre en charge les demandes, d'accord, mais il faut alors que l'Autorité trouve une autre solution. On a essayé de passer en force, sans autorisation, avec les internationaux, on a pas passé.
- La colonie construite sur les terres de Qaffin a doublé sa surface, elle occupe à présent 100 ha, clôturés.



Rujdie Tahadic

- 300 familles sont directement touchées par la construction du « mur », 500 indirectement. Seules 8 familles ont pu rejoindre leurs champs.
- L'huile était vendue en Israël, ce n'est plus possible maintenant. L'idée des Israéliens est de casser les liens économiques qui existent entre les Palestiniens d'Israël et les Palestiniens de Cisjordanie. Il n'y a plus de salaires, plus de consommation, plus de taxes pour les municipalités.
- La cour suprême israélienne a reconnu le droit des agriculteurs de cultiver leur champs à proximité des colonies, en pratique, c'est impossible.



Sur la route du retour, un appel d'un journaliste de Neuchâtel, on s'arrête, Valentina donne un long interview enregistré.

Le soir, pendant le repas chez Mohamed et Faloul, on entend des coups de feu, on a tiré sur le poste de contrôle au pied du village. Peu de temps après les militaires investissent le village, annoncent le couvre feu, on voit des fusées éclairantes qui déclenchent des feux dans les champs. Favez nous dira le lendemain que ce genre d'action ne sert à rien. Suite de la soirée chez Favez. On regarde les dessins d'un de ses fils, Ahmed : le soleil se lève dans l'échancrure d'un mur brisé, devant des arbres qui font le V de la victoire.



Mercredi 5 novembre, nous faisons nos adieux à Fayez, nous apprendrons à Genève que sa maman décédera à l'hôpital. Nous sommes le 180^{ème} groupe qui passe ici depuis le début de la construction du « mur ». Ils on ne se posent pas la question de notre utilité, ils veulent que le plus de monde possible témoigne.

Nous descendons à pied vers le check point et nous passons en Israël après un contrôle léger des bagages. Vu de près, le dispositif est quand même impressionnant, mur, barrières, tranchées, talus, tours, routes, portails, soldats...

Après quelques jours dans les territoires, surpris de rouler vite sur une route en parfait état, sans contrôles. Au début, la vue est bouchée à gauche par le défilement monotone du « mur », ici en béton.

Arrêt de deux heures à Jérusalem après une visite involontaire de quartiers chics et récents, le chauffeur ne connaît pas la ville. On met de l'ordre dans nos bagages à l'hôtel et on confirme les réservations. Maria nous quitte. Elle doit être à Genève jeudi pour donner un cours.



Taxi pour Hébron (Al Khalil). Au lieu de se rendre au check point, le taxi tourne dans un champ, et par de très petites routes très fréquentées arrive au centre ville.

Au siège du PARC, notre contact Abdel Rahmi n'est pas là, il ne pourra pas arriver avant demain matin.

Moussa de l'organisation B'Tselem nous prend en charge. Après avoir posé nos bagages dans l'hôtel chic d'Hébron et avoir négocié le prix, nous partons pour la vieille ville. Nous suivons une rue principale très animée, puis l'approche devient curieuse. La rue est complètement déserte, tous les commerces sont fermés, rideaux baissés. On essaye de bifurquer à droite et nous sommes tout de suite bloqués par un soldat, il y a des postes militaires partout dans les rues adjacentes, sur les toits, avec filets de camouflage. A l'entrée de la vieille ville, une grande bâtisse, à droite, avec l'étoile de David. Ce là que vivent les quelques centaines de colons que l'armée « protège ». Plus loin, le long de la succession de passages couverts, de ruelles et de petites places, les colons ne sont présents que par un ou deux containers posés sur des toits et par les grillages tendus sur la rue par les habitants pour se protéger du lancer de leurs ordures.



Les patrouilles de l'armée par contre sont presque aussi nombreuses que les groupes de passants. Arrivés au check point au pied de la mosquée du tombeau du Patriarche, nous nous alignons et observons le comportement des soldats qui contrôlent avec désinvolture la foule sortant de la mosquée. Ils sont rapidement gênés.



Retour à l'hôtel où se prépare un repas de charité au cours duquel les notables annoncent le montant de leur dons. Le lendemain matin nous croiserons au même endroit la foule des pauvres. Il y a des classes sociales à Hébron.

On retrouve notre amie Pilar au restaurant. Elle a rejoint il y a deux semaines ce poste de volontaire dans l'ONG International Palestinian Youth Ligue qu'elle occupera jusqu'à la fin de l'année. L'organisation s'occupe de jeunes de 15 à 35 ans. De nombreuses activités, des cours, des bourses, des contacts et des séjours à l'étranger. Une antenne est projetée dans la vieille ville, le Comité de réhabilitation de la vieille ville d'Hébron s'occupera de la rénovation du bâtiment.

International Palestinian Youth League.
Jaffa Street, Al-Isra'a Bldg #5
P.O. Box 618 Hebron
West Bank Palestine

Tél : + 972 (0) 2 222 91 31
Fax : + 972 (0) 2 221 55 86

Info@ipyl.net
www.ipyl.net

Jeudi 6 novembre, après avoir attendu notre contact, nous nous décidons à nous joindre à un groupe de bretons qui part cueillir les olives. Nous coiffons les casquettes du « Land Defense General Committee ».

Le village de Zif près de la colonie de Iata est à 6 km, mais avec les détours, le passage à pied d'une route de colonie qui coupe la route traditionnelle avec tous les talus, fossés et autres travaux de bulldozers utiles à ce genre de blocage, nous prendrons une bonne heure (et encore, aujourd'hui il n'y a pas eu de contrôle). Ces barrages de route paraissent une banalité au bout de 10 jours en Cisjordanie et le travail des bulldozers est incessant. Les Palestiniens se contentent en général de pratiquer un petit passage dans le monticule de terre pour rouvrir la route ou la piste. Mais ici, le dispositif est trop important, seules les charrettes à âne passent.

A Zif nous cueillons les olives avec bonheur, les paysans sont accueillants et contents de nous voir. On voit, sur la crête en face de nous, la route du camp militaire. Les baraques des colons sont de l'autre côté de la colline. Mais quand les familles s'approchent, les militaires les chassent car c'est le tracé du futur « mur » de l'est, nous sommes à l'est d'Hébron effectivement.



Vers midi le groupe se disperse. Hans Peter et Marlène, Adriano et Maurice, partent sur Jérusalem. Philippe, Remy et Valentina partent dans un village pour la cueillette des olives.

Récit de ce groupe par Remy.

Après avoir quitté le reste du groupe, nous partons, avec Fathey du PARC qui nous sert de guide, pour son village de Beit Ummar ou nous passerons la nuit. Malgré la faible distance, environ une quinzaine de km, nous devons changer 5 fois de véhicule à cause des check point pour y arriver. Après le repas, il nous emmène visiter ses vignes. Il nous explique que dans cette région l'hiver il peut faire très froid et que les oliviers pourraient geler, c'est pourquoi ils cultivent essentiellement de la vigne et des pommiers. En route nous admirons un magnifique paysage de collines en terrasses, protégées par l'UNESCO.

Nous nous rendons ensuite chez une de ses connaissances dans une ville voisine. Lors de ce déplacement nous constatons, que contrairement à ce que l'on a vu dans les villages précédents, il y a beaucoup de monde et d'animation dans les rues, mais très peu de femmes. Notre guide nous explique qu'ils ont peu subi la présence militaire, qu'il y a donc moins de tensions et que les gens vivent plus normalement.

Vendredi 7 novembre

Nous partons vers Hebron, ou avec le groupe de bretons de la vieille, nous nous rendons près de la colonie de Otni'el. Un autre groupe de 27 personnes, composé de militants israéliens pour la paix et d'internationaux nous y rejoindra. Nous montons par un chemin très rocailleux dans un paysage de montagnes arides. A une quinzaine de minutes de la colonie, dans un site désertique, des Palestiniens ont planté des jeunes plants d'oliviers protégés par des tonneaux. Les colons ont dressé un drapeau israélien au milieu de ce petit champ signifiant que ces futurs arbres productifs seront dorénavant à eux.



Nous arrivons vers la colonie construite sur la crête de la colline et qui paraît petite depuis le côté d'où l'on vient. L'olivieraie où l'on doit récolter se trouve à quelques dizaines de mètres des premières maisons. Tout de suite deux véhicules militaires viennent s'interposer et les palabres commencent. C'est ensuite un des rabbins pour la paix, dont le groupe est arrivé entre-temps, qui parle avec l'armée. Finalement l'autorité militaire nous autoriserait l'accès à cette parcelle, mais les colons ont menacé de nous tirer dessus si nous approchons et l'armée ne peut (ou ne veut) pas nous protéger. Compte tenu des risques les agriculteurs Palestiniens renoncent, et selon les consignes des missions nous suivons leurs exemples. Lors de son exposé de la situation, le porte-parole de la délégation israélienne a rejeté la faute de l'échec sur les Palestiniens les accusant de négligence dans la demande d'autorisation. Cette critique n'a pas plu à une militante israélienne qui a fait remarquer que cela fait une semaine qu'ils essayent de venir dans leur champ accompagnés d'Internationaux et que chaque fois l'armée les ont renvoyés.



Nous discutons avec cette militante qui nous dit que ce qui se passe aujourd'hui n'est qu'un reflet de la politique dictée par les colons et appliquée par le gouvernement israélien. Ce projet est destructeur et empêche toute avancée vers une solution de paix. Malheureusement le peuple israélien se laisse manipuler par la propagande de ce gouvernement, et n'a plus aucun esprit critique.



Ne pouvant plus rien faire nous repartons pour Hébron, ou nous rejoignons en fin d'après-midi, le reste du groupe à Jérusalem.

Blaise et Christianne sont restés à Hébron où ils doivent rencontrer Anwar Abu Eisheh et son Association d'échanges culturels Hébron-France. A Jérusalem, Anwar enseigne à l'université Abu Dis, sa femme Chantal travaille au centre culturel français. A Hébron ils animent l'Association. Récit de ce groupe.

Une nouvelle visite de la vieille ville nous fait découvrir un immense chantier de réhabilitation. De nombreuses plaques indiquent les donateurs, pays arabes et européens pour l'essentiel. Un maçon nous invite dans la maison qu'il habite et qu'il rénove. Le standard est très bon, beaux travaux de maçonnerie avec ces murs de pierre très épais et de gypserie. Installations noyées à l'intérieur, réseaux enterrés à l'extérieur, restitution d'un aspect d'origine.

Il y a du monde dans les ruelles, mais on nous dira ce soir que les maisons sont encore peu habitées, c'est pourtant un but du Comité de réhabilitation de réinstaller les habitants.

Les locaux de l'Association d'échanges culturels Hébron-France sont situés en face de l'université. Tout le monde est venu pour nous rencontrer. Professeurs d'arts plastiques, de musique, de français, de sport, le trésorier, le médecin.

Yazid Zahda donne des cours de français, il travaille aussi à l'UNRWA comme inspecteur pédagogique. Il nous parle des exigences de l'UNRWA qui traduisent la pression des USA : dans les écoles des camps, pas de portraits de martyrs, mais encore, pas de carte de la Palestine. Quand la visite d'un inspecteur de l'UNRWA est annoncée, on fait le ménage.

Depuis l'Intifada, une assistante sociale met en avant l'action sociale qui a pris un peu le pas sur l'action culturelle. Chaque été depuis 2000, « Hébron, vivre la ville », est une manifestation animée par une quarantaine d'éducateurs, formateurs et artistes en partenariat avec les institutions locales.

Vendredi 7 novembre, on se retrouve à Jérusalem. Les départs s'échelonnent de cette nuit à dimanche.

Hans Peter va à Tel Aviv pour rencontrer un syndicat de base, son compte rendu, le soir, est révélateur des problèmes de la société israélienne, voici son récit.

Nous rendons visite au Workers Advice Comitee (WAC), une organisation à Jaffa, près de Tel Aviv, qui s'occupe du sort de la catégorie la plus exploitée des travailleurs: les salariés étrangers. Des informations intéressantes nous sont données: comme dès le début de la deuxième Intifada quelques 100'000 travailleurs palestiniens de la construction ont été emprisonnés, le gouvernement israélien, sous la pression du lobby de la construction, a autorisé l'"importation" quasi libre de forces de travailleurs étrangers.

Une masse de gens venus de l'ancien bloc de l'Est – avant tout des Roumains – et de différents pays asiatiques – entre autres la Thaïlande – a été recrutée par des agences israéliennes dans leurs pays et conduits en Israël. Aujourd'hui ils sont 300'000, autant que le pays compte de chômeurs.

Peu à peu les Palestiniens vivant en Israël ainsi que les amis potentiels de Palestiniens vivant dans les territoires occupés ont été licenciés. Les travailleurs recrutés en Thaïlande ou en Roumanie doivent payer une somme d'environ 8'000 dollars à l'agence israélienne. Beaucoup s'endettent, vendent leurs maisons ou leurs terres, signent un contrat avec une entreprise de construction israélienne et voyagent vers Israël qu'on leur décrit comme un paradis sur terre.



Association d'échanges culturels Hébron-France.

P.O. Box 635

Hébron Palestine via Israël

Kantarat Al Shallodi, Old City

Fax +972 (0) 2 222 48 11

E-mail : abueisheh@palnet .com

Yazid Zahda

Inspecteur pédagogique à l'UNRWA

Tél : 059 86 99 18

E-mail : Williamzada@hotmail.com

Ces travailleurs du bâtiment sont dorénavant liés à leur entreprise, à moins qu'il n'aient été trompés et ne soient pas embauchés. Le travailleur qui perd son emploi, est aussitôt considéré comme travailleur illégal et doit s'attendre à être expulsé. Il doit donc soit trouver un nouvel employeur soit disparaître et se contenter du statut de saisonnier illégal, sans plus aucun droit. Les entreprises plus petites ont coutume d'embaucher au noir.

Les travailleurs clandestins se lèvent tôt le matin, se mettent dans des endroits convenus au bord de la rue dans l'espoir qu'un entrepreneur les engage pour un ou plusieurs jours comme temporaires. Cela relève de l'esclavage institutionnalisé et permet au patronat sioniste de faire d'une pierre deux coups: d'une part de se débarrasser des travailleurs des territoires occupés et ainsi étrangler l'économie palestinienne et d'autre part, d'exploiter une force de travail complètement déracinée, privée de droit et qui n'ont d'autres choix que de se vendre au plus offrant.

Tour de table avec les premières impressions de chacun, le soir à l'hôtel.

Puis au restaurant, Hassib Nashasibi vient nous parler de l'organisation des missions, côté palestinien et côté européen, avec les améliorations que l'on pourrait y apporter.

Côté palestinien, l'organisation des missions souffre du déplacement du bureau de Ramallah à Jérusalem. Certaines ONG ne participent plus et la charge devient un peu lourde et routinière pour le PARC ET l'UPMRC. Côté CCIPPP, les programmes des missions sont maintenant imposés aux ONG palestiniennes qui ont l'impression de recevoir des groupes de Bretons, de Marseillais, de Lyonnais, de Belges, de Suisses...plutôt que des groupes avec un projet cohérent. Il faudrait revenir à des projets politiques pour des missions plus homogènes avec chaque fois une ONG palestinienne partenaire correspondant à ce projet. Il nous parle aussi de la politique en Palestine et c'est aussi très intéressant.

D'après les notes des participants et les traductions de Valentina et de Christianne.
Blaise - décembre 2003.